

(N° 93)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1923.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **GOLLIER**.

MESSIEURS,

Le présent projet de loi a été voté par le Sénat, le 14 novembre dernier, à l'unanimité des 109 membres présents. Il étend à de nouvelles catégories de fonctionnaires l'application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 qui modifie la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des Universités de Liège et de Gand.

Le bénéfice de cet article 4 était accordé aux professeurs déclarés émérites avant le 1^{er} janvier 1919 et aux professeurs ayant atteint la limite d'âge ou ayant été mis à la retraite après le 1^{er} janvier 1921 ; cette disposition ne pouvait donc s'appliquer aux professeurs admis à l'éméritat entre le 1^{er} janvier 1919 et le 31 décembre 1920.

C'est le désir de supprimer cette anomalie qui, en ordre principal, a inspiré au Sénat le projet de loi aujourd'hui soumis à notre examen.

A l'unanimité, la Commission s'est ralliée au principe du projet.

Cependant elle n'a pu conclure à l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat ; elle s'est vue dans la nécessité d'y apporter des modifications importantes.

Les membres de la Commission des Sciences et des Arts du Sénat ont été

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 7.

(2) La Commission était composée de MM. PIRMEZ, président, DOMS, DE KERCHOYE, D'EXAERDE, COCQ, GALOPIN, GOLLIER et SOUDAN.

unanimes, lisons-nous aux Développements, « à regretter l'inélégance du texte voté par la Chambre.

La remarque est quelque peu sévère.

La Commission du Sénat, qui a des lettres, aura cru la Chambre...

Trop raisonnable,

Pour ne pas prendre bien cet avis profitable.

Sans doute, et pour ne pas être en reste d'amabilité, la Chambre répondra à la Commission :

Un tel avis l'oblige, et loin de le mal prendre,

Elle en veut reconnaître à l'instant la faveur

par un avis non moins sincère.

Tout d'abord, le Sénat n'a comblé une lacune que pour en ouvrir une autre. En effet, il étend le bénéfice de l'article 4 non seulement à tous les professeurs et administrateurs-inspecteurs déclarés émérites avant le 1^{er} janvier 1921, mais encore aux répétiteurs admis à l'éméritat avant la même date.

Le Sénat semble avoir perdu de vue que le personnel enseignant des Universités ne comporte pas seulement des professeurs et des répétiteurs, mais aussi un nombre très considérable de chargés de cours.

Pourquoi exclure ces derniers du bénéfice du nouveau régime? Pourquoi les traiter autrement que leurs collègues de rang inférieur?

Rien ne justifie cette différence.

Nous ne croyons cependant pas que le Sénat ait voulu établir une distinction aussi injuste qu'irrationnelle.

Nous préserve le ciel d'en avoir la pensée!

Mais le texte qui nous est soumis consacre cette injuste distinction; en la corrigeant et en la complétant, nous sommes persuadés de répondre aux intentions de la Haute Assemblée.

Le Sénat paraît également aussi méconnaître que la loi du 25 juin 1922, comme son titre l'indique, vise exclusivement les professeurs et administrateurs-inspecteurs; tous les autres membres du personnel enseignant sont exclus du bénéfice de cette législation.

Pour appliquer le texte voté par le Sénat, il faudrait attribuer aux répétiteurs, pour la revision de leur pension, un traitement fictif pour le moins égal à celui des professeurs extraordinaires et telle évidemment n'est pas l'intention du Sénat.

Mais encore une fois, le texte est formel; il ne stipule aucunement le barème en vertu duquel les nouvelles pensions seront établies et, par conséquent, il met les répétiteurs sur le même pied que les professeurs et administrateurs-inspecteurs; or, la situation des professeurs et des répétiteurs diffère du tout au tout; autre est le statut de ceux-ci; autre est le statut de ceux-là.

Précisément cette différence de régime nous a valu la loi du 25 juin 1922 comme le remarquait l'honorable rapporteur du Sénat, en déposant le projet relevant le traitement des professeurs d'université, le Gouvernement voulait mettre ces traitements en concordance avec ceux des autres fonctionnaires qui, tous, bénéficiaient, depuis le 1^{er} janvier 1921, d'une augmentation motivée par

le renchérissement de la vie. Seuls les traitements universitaires subissaient une exception, parce qu'ils sont fixés par la loi et non par arrêté royal.

Pour que le texte voté par le Sénat soit applicable aux chargés de cours et aux répétiteurs, il faut qu'on établisse le barème d'après lequel leur pension sera calculée; tel est l'objet du second alinéa du texte que nous proposons : il faut en outre pour que les dispositions dont il s'agit soient applicables à tous les intéressés à partir du 1^{er} janvier 1921, que la loi le dise explicitement.

Le texte qui nous est soumis renferme encore une autre lacune : il ne stipule pas la date à partir de laquelle les pensions des intéressés seront révisées.

Le texte de votre Commission comble cette lacune.

Nous croyons utile d'insister sur le caractère d'exception des dispositions de l'article 4.

Pendant de longues années, le traitement du personnel de l'enseignement supérieur est resté stationnaire; les professeurs d'université ont été généralement exclus de toutes les mesures qui ont amélioré graduellement le sort de tous les autres fonctionnaires; il en résultait que le traitement de professeur extraordinaire était inférieur à celui de certains instituteurs. C'est à cette injustice que le législateur a voulu mettre fin. Il y a lieu également de tenir compte que les bénéficiaires des nouvelles dispositions sont peu nombreux et que très minime sera la charge imposée au Trésor.

Une dernière remarque : bien que le projet que nous examinons ne concerne, comme son titre le dit, que les Universités de l'État, il s'appliquera aux Instituts agronomiques supérieurs et à l'École de médecine vétérinaire de l'État. Un amendement déposé par M. le Ministre de l'Agriculture au cours de la discussion de la loi du 22 juin 1922, a étendu, en effet, le bénéfice de l'article 4 aux professeurs de ces deux établissements d'enseignement supérieur.

Pour les multiples raisons développées plus haut, la Commission, d'accord avec le Gouvernement, propose de substituer au dernier alinéa du texte adopté par le Sénat la disposition suivante :

« Le bénéfice du présent article, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1921, est accordé, à partir de cette date, aux administrateurs-inspecteurs et aux professeurs déclarés émérites avant le 1^{er} janvier 1921.

» Les pensions des chargés de cours et des répétiteurs déclarés émérites avant la prédite date seront révisées, à partir de celle-ci, sur la base des traitements fixés par les barèmes en vigueur lors de la promulgation de la présente loi. »

« Dit artikel, dat van kracht zal worden van af 1 Januari 1921, geldt ook, van af dien datum voor de beheerders-toezichters, de professoren en de docenten die tot het emeritaat werden toegelaten vóór 1 Januari 1921.

» De pensioenen van de lesgevers en de docenten, vóór gezegden datum tot het emeritaat toegelaten, worden van af dien datum herzien, op grondslag van de jaarwedden vastgesteld door de wedde-roosters die van kracht zijn bij de afkondiging dezer wet. »

Le Rapporteur,
TH. GOLLIER.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(4)

(Nr 93)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1923.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 4 der wet van 25 Juni 1922, houdende wijziging der wet tot regeling van het op Staatskosten gegeven hooger onderwijs, wat betreft de bezoldiging der professoren en beheerders-toezichters der Staatsuniversiteiten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER
GOLLIER.

MIJNE HEEREN,

Het onderhavig wetsontwerp werd door den Senaat op 14 November l. l. aangenomen met de eenparigheid der 109 aanwezige leden. Het maakt op nieuwe reeksen van ambtenaren van toepassing artikel 4 der wet van 25 Juni 1922, houdende wijziging van de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op Staatskosten gegeven, wat betreft de bezoldiging der professoren en beheerders-toezichters der Staatsuniversiteiten van Luik en Gent.

Het voordeel van dit artikel 4 werd toegestaan aan de professoren die tot het emeritaat werden toegelaten vóór 1 Januari 1919, en aan de professoren die de ouderdomsgrens bereikt hadden of die op pensioen werden gesteld na 1 Januari 1921; de bepaling kon dus niet toegepast worden op de professoren toegelaten tot het emeritaat tusschen 1 Januari 1919 en 31 December 1920.

Het verlangen deze ongelijkheid te doen verdwijnen is de hoofdrede waarom de Senaat het wetsontwerp, aan uw onderzoek onderworpen, heeft aangenomen.

Eenparig heeft uwe Commissie zich bij het beginsel van het ontwerp aangesloten.

Zij kon er nochtans niet toe besluiten den tekst door den Senaat aangenomen

(1) Wetsontwerp, door den Senaat overgemaakt, n^o 7.

(2) Samenstelling van de Commissie : de heeren PIRMEZ, voorzitter, DOMS, DE KERCHOVE d'EXAERDE, COCQ, GALOPIN, GOLLIER en SOUDAM.

zonder meer goed te keuren; zij oordeelde het noodig er enkele belangrijke wijzigingen aan toe te brengen.

De Leden van de Commissie voor de Kunsten en de Wetenschappen in den Senaat, betreurden eenparig, lezen wij in de Toelichting, dat de tekst door de Kamer aangenomen zoo slordig was.

De opmerking is tamelijk streng.

De Commissie van den Senaat, die wat van letterkunde verstaat, zal gemeend hebben dat de Kamer is...

*Trop raisonnable,
Pour ne pas prendre bien cet avis profitable.*

Ongetwijfeld zal de Kamer, om niet in gebreke te blijven, op niet minder openhartige wijze aan de Commissie antwoorden :

*Un tel aris oblige, et loin de le mal prendre,
Elle en veut reconnaître à l'instant la faveur.*

Vooreerst heeft de Senaat slechts eene leemte aangevuld om eene andere te openen. Inderdaad, de bepalingen van artikel 4 worden niet enkel uitgestrekt tot al de professoren en beheerders-toezichters die vóór 1 Januari 1921 het emeritaat hadden bekomen, maar ook tot de repetitoren die vóór denzelfden datum het emeritaat hadden verkregen.

De Senaat schijnt uit het oog te hebben verloren, dat het onderwijzend personeel der Universiteiten niet enkel bestaat uit professoren en repetitoren, maar ook uit een aanzienlijk getal docenten.

Waarom deze laatsten buiten dit voordeel sluiten? Waarom ze anderszins behandelen dan hunne collega's van lageren rang?

Niets kan dit onderscheid billijken,

Wij meenen echter niet, dat de Senaat een zoo onredelijk als onrechtvaardig onderscheid heeft willen huldigen.

Nous préserve le Ciel d'en avoir la pensée!

De ons onderworpen tekst bekrachtigt echter dit onrechtvaardig onderscheid; wij zijn er van overtuigd, dat wij beantwoorden aan de bedoelingen der Hoogere Vergadering, wanneer wij den tekst verbeteren en aanvullen.

De Senaat schijnt insgelijks over het hoofd te hebben gezien, dat de wet van 25 Juni 1922, zooals de titel het aanwijst, uitsluitend doelt op de professoren en beheerders-toezichters: al de andere leden van het onderwijzend personeel worden buiten dit voordeel gesloten.

Om den door den Senaat goedgekeurden tekst toe te passen, zou men, ten aanzien van hunne pensioensherziening, aan de repetitoren eene fictieve wedde moeten toekennen, welke, op zijn minst genomen, gelijk zou moeten staan met die der buitengewone professoren, en zulks is natuurlijk de bedoeling niet van den Senaat.

Doch, ik herhaal het, de tekst is klaar; hij bepaalt geenszins het barema krachtens hetwelk de nieuwe pensioenen worden vastgesteld en, bijgevolg, stelt

hij de repetitoren op denzelfden voet als de professoren en de beheerders-toezichters; nu, de toestand der professoren verschilt volkomen met dien der repetitoren; beide statuten zijn gansch verschillend.

Juist dit onderscheid heeft de wet van 25 Juni 1922 voor gevolg gehad, zooals de achtbare verslaggever van den Senaat deed opmerken; door middel van het ontwerp tot verhooging van de wedde der Universiteitsprofessoren wilde de Regeering deze wedden overeenbrengen met die der andere ambtenaren die, allen, sedert 1 Januari 1921, op grond der levensduurte, eene weddeverhooging genoten. Alleen de universitaire wedden maakten daarop uitzondering, omdat zij vastgesteld zijn niet door een Koninklijk besluit, maar door de wet.

Om den tekst door den Senaat aangenomen toepasselijk te maken op de docenten en de repetitors, moet men den wedderooster vaststellen waarop hun pensioen wordt berekend; daarop slaat het tweede lid van den tekst dien wij voorstellen : om bovendien de bepalingen waarvan sprake toepasselijk te maken op al de belanghebbenden van af 1 Januari 1921, moet dit in de wet uitdrukkelijk gezegd worden.

In den tekst die ons werd voorgelegd was nog eene andere leemte : hij bepaalt den datum niet van af welken de pensioenen der belanghebbenden zullen herzien worden.

De tekst van uwe Commissie vult die leemte aan.

Wij oordeelen het nuttig den nadruk te leggen op het uitzonderlijk karakter van de bepalingen van artikel 4.

Gedurende lange jaren, bleef de jaarwedde van het hoogeronderwijspersoneel onveranderlijk; de universiteitsprofessoren vielen over het algemeen buiten de maatregelen die trapsgewijze den toestand van al de ambtenaren verbeterd hebben; daaruit vloeide voort dat de wedde van buitengewoon professor minder bedroeg dan deze van sommige onderwijzers. Aan deze onrechtvaardigheid heeft de wetgever een eind willen maken. Men moet er eveneens rekening mee houden dat degenen, waarop de nieuwe bepalingen zullen toegepast worden, niet talrijk en dat de last aan de Schatkist opgelegd zeer gering zal wezen.

Eene laatste aanmerking : ofschoon het ontwerp, dat wij onderzoeken, enkel de Staatsuniversiteiten betreft, zooals de titel het zegt, zal het eveneens van toepassing zijn op de hogere landbouwgestichten en op de Veeartsenijsschool van den Staat. Een amendement, ingediend door den Minister van Landbouw in den loop van de bespreking der wet van 22 Juni 1922, heeft inderdaad het voordeel van artikel 4 uitgestrekt tot de professoren van deze twee inrichtingen van hooger onderwijs.

Om de menigvuldige redenen, hooger toegelicht, stelt de Commissie, in overeenstemming met de Regeering, voor, het laatste lid van den tekst door den Senaat aangenomen te vervangen door de volgende bepaling :

« Le bénéfice du présent article, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1921, est accordé, à partir de cette date, aux administrateurs-inspecteurs et

« Dit artikel, dat van kracht zal worden van af 1 Januari 1921, geldt ook, van af dien datum voor de beheerders-toezichters en voor de professoren die

aux professeurs déclarés émérites avant le 1^{er} janvier 1921. | tot het emeritaat werden toegelaten vóór 1 Januari 1921.

» *Les pensions des chargés de cours et des répétiteurs déclarés émérites avant la prédite date seront révisées, à partir de celle-ci, sur la base des traitements fixés par les barèmes en vigueur lors de la promulgation de la présente loi.* » | » *De pensioenen van de lesgevers en de docenten, vóór gezegden datum tot het emeritaat toegelaten, worden van af dien datum herzien op grondslag van de jaarwedden vastgesteld door de wederoosters die van kracht zijn bij de afkondiging dezer wet.* »

De Verslaggever,
TH. GOLLIER.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
